

COMMUNIQUÉ DE PRESSE : N°0011-05/2025

L'UPMB dénonce les effets des pressions économiques sur les médias au Bénin et invite le gouvernement à lever « le gel de l'aide à la presse »

Ce 03 Mai, la communauté internationale célèbre l'édition 2025 de la Journée mondiale de la liberté de la presse sur le thème « Informer dans un monde nouveau : l'impact de l'intelligence artificielle sur la liberté de la presse et les médias ». Nous entrons dans une ère où l'intelligence artificielle transforme profondément notre manière de travailler. Cette révolution technologique peut être une alliée ou une menace. C'est à nous, acteurs des médias de lui donner un visage éthique et responsable au service de l'information juste, libre et humaine.

A la veille de cette célébration, Reporters Sans Frontières (RSF) a rendu public son classement annuel sur l'état de la liberté de la presse dans 180 pays et territoires dans le monde. A travers cet exercice, l'organisation fait une cartographie des entraves à la liberté des médias et de leurs acteurs et conclut à la fragilisation des médias par diverses formes de pressions économiques. Dans ce rapport, RSF pointe une dégradation inquiétante de la presse au Bénin qui passe de la 83ème à la 92ème place dans le classement et enregistre un net recul en comparaison à l'année antérieure.

L'Union des Professionnels des médias du Bénin (UPMB), organisation à vocation syndicale investie de la mission de défense des intérêts des acteurs des médias du Bénin, s'associe au constat amer d'un recul notable des acquis en matière de liberté de la presse au Bénin découlant du poids des pressions économiques exercées sur les entreprises de presse et les acteurs médias. L'UPMB fait le constat que le

gel des fonds d'aide à la presse privée, décidé unilatéralement par le gouvernement depuis près d'une décennie et dont la reprise peine à être effective malgré les promesses, constitue une pression économique intolérable sur les médias au Bénin ; les impacts négatifs sur la qualité des productions de presse, la dégradation des conditions de travail ainsi que la précarisation continue des conditions de vie de ses acteurs, plongent l'économie des médias béninois dans le chaos. Outre les exactions physiques contre les professionnels des médias injustement assujettis au Code du numérique jugé liberticide et favorisant des interpellations arbitraires d'acteurs des médias, la fermeture d'organes, de sites et blogs d'informations, les pressions économiques - moins visibles et plus insidieuses - constituent une « entrave majeure » à la pleine jouissance de la liberté de la presse au Bénin.

Face à cette situation peu reluisante et, pour mieux garantir le droit à l'information du public consacré par la Constitution du Bénin, l'UPMB invite le gouvernement et la Haute Autorité de l'Audiovisuel et de la Communication (HAAC) à mettre fin aux pressions économiques exercées sur les médias au Bénin par la levée du blocus sur le financement équitable des médias et notamment de la presse privée à travers l'opérationnalisation du Fonds d'Appui au Développement des Médias (FADeM), l'attribution équitable de contrats aux médias et la démonopolisation des marchés publicitaires à travers la mise en place, entre autres, de la régie publicitaire.

Fait à Cotonou, le 03 Mai 2025


La Présidente
Zakiatou LATOUNDJI